

### **Décision n° 2018-206**

autorisant la réalisation de travaux  
ainsi que la circulation et le stationnement d'engins motorisés sur une piste située  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1 et R.331-19,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment ses articles 3, 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national notamment les modalités 14, 15, 18 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande déposée en date du 18 avril 2018 par Monsieur ALLINI Stéphan, chargé d'affaire au sein de l'entreprise SERHY, ainsi que les compléments transmis en date du 25 avril 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 07 juin 2018,

Considérant que l'exploitation de l'ouvrage hydroélectrique de Peyre-Blanche constitue une activité préexistante à la création du parc national, telle que définie à l'annexe 5 de la Charte et de fait autorisée au titre de l'article 14 du décret n°2009-486,

Considérant que l'exploitation de cet ouvrage, bien que privée, contribue à alimenter en énergie le réseau d'Electricité de France, et qu'à ce titre l'ouvrage peut être considéré comme un équipement d'intérêt général qu'il convient de préserver des risques naturels dont les coulées de boue et chutes de blocs,

Considérant que la piste d'accès à la centrale de Peyre-Blanche est un itinéraire inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, potentiellement fréquenté par des randonneurs exposés à un risque de coulée de boue et chutes de blocs,

Considérant par ailleurs que l'étendue des travaux est limitée à la confluence de la piste de Peyre-Blanche et du vallon du Cruos, localisation déjà artificialisée par des travaux dont la réalisation a été concomitante à la création de la centrale et antérieure à la création du Parc national,

Décide :

Article 1 :

La SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS HYDROELECTRIQUES (SERHY), représentée par son dirigeant Monsieur LOUP Jérôme et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies ci-après, à faire effectuer des travaux ayant pour objectif l'aménagement d'un enrochement à la confluence de la piste de Peyre-Blanche et du vallon du Cruos.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de la signature de la présente jusqu'au 24 octobre 2018.

Article 3 :

Pour les besoins exclusifs des travaux définis à l'article 1, la présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement sur la piste de Peyre-Blanche et sur l'emprise du chantier, au bénéfice des véhicules et engins de chantier.

Article 4 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

4.1. Le bénéficiaire associera les services du parc national à une visite sur site, préalable au lancement des travaux afin de s'assurer que les aires de stockage et les installations de chantier prévues sont correctement positionnées en dehors des zones à enjeux naturalistes (rives du torrent de Mollières, habitats d'intérêt communautaire).

4.2. Aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

4.3. Tel que prévu à la demande, aucun apport de blocs de nature géologique différente et/ou en provenance de l'extérieur du cœur du parc national n'est autorisé.

4.4. Les travaux devront être réalisés uniquement en-dehors des périodes de précipitations ; la pose du ciment devra intervenir sur un créneau météorologique limitant tout risque de lessivage après application ou accompagnée d'un dispositif d'étanchéification du site avec récolte des eaux de ruissellement.

4.5. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution.

4.6. Les eaux de lavage des engins et des ouvrages seront décantées puis évacuées dans le milieu naturel. Les résidus de décantation seront collectés et évacués au titre des déchets de chantier. Le matériau de sablage sera également collecté et évacué.

4.7. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets de la vie quotidienne (y compris mégots de cigarette) devra être collecté et évacué en-dehors du cœur de parc.

4.8. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information des randonneurs - de type panonceau - , sera mis en place au départ de la piste de Peyre-Blanche et du hameau de Mollières afin d'informer ceux-ci de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

4.9. Un itinéraire sécurisé sera réservé sur l'emprise de la piste de Peyre-Blanche, pour le contournement de la zone de travaux par les piétons et ce, pendant toute la durée du chantier.

Article 5 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée du chantier.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7 :

La présente décision est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national du Mercantour relative aux travaux ; elle ne se substitue pas aux éventuelles obligations et autres autorisations nécessaires à la réalisation de ceux-ci.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

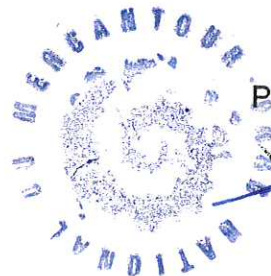
Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 12 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER